
Tous les chemins mènent à la crise de l'école

Histoire d'un consensus récent dans la situation française

**Colloque International « Crise et/en éducation », Université Paris Ouest,
Nanterre 2011**

Philippe Mazereau*

*CERSE EA 965, Université de Caen Basse-Normandie
Esplanade de la Paix 14032 Caen Cedex 05
Philippe.mazereau@unicaen.fr

RÉSUMÉ. À partir d'une synthèse partielle d'éléments d'analyse inscrits dans une recherche plus vaste, notre travail cherche à identifier les thèmes relatifs à la crise de l'école dans les discours au cours des décennies 1980-2010. Le corpus comprend les revues généralistes de sciences humaines ayant consacré un numéro sur les questions éducatives dans cette période. Les productions des revues *Esprit* et *Le Débat* sont particulièrement mobilisées en raison du rôle qu'elles jouent dans le champ intellectuel français. Prenant comme point d'appui la querelle opposant les « républicains » aux « pédagogues », nous rapportons le traitement de cette dernière dans les revues, aux événements ayant marqué les controverses autour des réformes de l'école. Ce faisant, nous mettons à jour la constitution progressive d'un consensus sur une crise spécifique du système scolaire français qui se rapporterait à la gestion politique de la massification/démocratisation. Le tournant des années 2000, avec la chute du ministère de Claude Allègre, favorise une extinction de la querelle au profit d'analyses spécifiant les formes d'une crise de la culture scolaire.

MOTS-CLÉS : Controverse « républicains /pédagogues ». Crise. Démocratisation du système scolaire.

Le présent travail constitue une synthèse partielle d'éléments d'analyse inscrits dans une recherche plus vaste qui cherche à : « identifier les thèmes significatifs contenus dans les discours portés sur l'école, au cours de la décennie 2000-2010, en dégageant les éléments de continuité avec les discours critiques du siècle dernier et les nouveaux thèmes qui renouvellent, hiérarchisent, articulent différemment les jugements passés. »¹. L'objectif général de la recherche est de fournir un cadre de compréhension des rapports entretenus entre des rhétoriques du temps long (Garnier, 2011), les faits issus de la recherche, admis ou discutés, et les événements liés aux réformes du système et aux mouvements sociaux dont l'issue politique catalysent des points de vue et reconfigurent le jeu des forces en présence. La recherche en cours se propose d'explorer trois secteurs concernant la production et la circulation de points de vue sur l'école : celui de la publication d'ouvrages scientifiques et d'essais, celui de la presse quotidienne, et celui des publications d'acteurs syndicaux, politiques et associatifs.

À l'intersection de ces trois ensembles, la présente contribution s'intéresse au corpus des revues généralistes de sciences humaines qui se révèlent être des lieux où s'interpénètrent la production scientifique et la médiatisation auprès de publics spécialisés : professionnels de l'éducation, administrateurs, décideurs politiques, professionnels de l'opinion. Cet ensemble comprend les revues ayant publié un numéro spécial sur les questions éducatives pendant la décennie, certains colloques nationaux significatifs consacrés aux problèmes éducatifs, et les revues *Esprit* et *Le Débat*, dont les productions sur les questions scolaires nous servent de fil rouge pour l'ensemble de la période de 1980 à 2009. À la différence de Franck Giol, (2009) notre perspective consiste à analyser le rôle particulier de ces deux revues dans la légitimation de représentations de la situation de l'école, notamment les enjeux concentrés autour de l'existence d'une situation de crise du système éducatif français. Ce choix se justifie par la place qu'elles tiennent dans le champ intellectuel français ainsi que l'ont analysée J.Duval, C.Gaubert, F.Lebaron, D.Marchetti et F.Pavis, à partir de l'étude de la naissance et de l'écho médiatique des deux grandes pétitions d'intellectuels à l'occasion du mouvement de 1995 contre la réforme de la protection sociale (Duval & al., 1998). Cette géographie des sphères d'expression et d'influence nous a incité à reparcourir la façon dont les débats sur la situation de l'école se réfractaient dans ces revues en relation avec la chronologie événementielle des oppositions générées par les réformes du système scolaire et universitaire.

En effet, depuis bientôt trente ans, les polémiques sur l'état de l'école, ses résultats et sa fonction sociale se donnent à voir sous l'opposition rituelle et souvent caricaturale de deux camps baptisés « républicains » et « pédagogues ». Les premiers dénonçant l'entreprise de destruction des savoirs et de l'institution organisée par les seconds, lesquels défendent la nécessaire adaptation de l'école aux exigences de la réussite de tous les élèves, engendrées par la démocratisation scolaire. À telle enseigne qu'elle est même devenue en tant que telle, l'objet de nombreux commentaires critiques jusque près de nous. Pour autant, une des caractéristiques principales de ces commentaires tient en ce qu'ils se limitent le plus souvent aux contenus argumentaires en présence et les traitent indépendamment du contexte politique, social et événementiel, dans lequel ils sont inscrits². Un tel positionnement conduit selon nous à rajouter à l'infini du commentaire sur du commentaire sans pour autant parvenir à une meilleure intelligibilité des enjeux socio-politiques en présence. Comme le concède lucidement Baptiste Jacomino : « la cartographie de la controverse française que nous avons

¹ Extrait du texte de présentation du chantier « l'école et ses critiques » conduit dans le cadre de l'Institut de recherche de la FSU. <http://institut.fsu.fr/Problematique.html>

² À la notable exception de : Forestier, Y.(2007). Remettre l'éducation à la une des journaux. Bilan des années Allègre (1997-2000), *Vingtième siècle*, n° 94, pp.231-242.

esquissée ne peut être que bien imprécise, tant il est difficile de définir clairement le contour des camps en présence »³. Dans son travail Arnaud Cady, (2006) tente quant à lui de distinguer une position républicaine de type restauratrice et une position modérée. Ceci le conduit à opérer au sein de son corpus une délimitation entre les points de vue, en regroupant ceux fondés sur la caractéristique d'être à la fois catastrophistes sur l'état du système éducatif et d'en imputer, dans le même temps, la responsabilité aux réformes soutenues par les « pédagogues ». Cette distinction, au demeurant fragile, est destinée à séparer ce qui relèverait du pamphlet de ce qui répondrait aux caractéristiques d'une discussion argumentée. Or, comme le souligne Patrick Schmoll, (2008) « une controverse ne touche pas qu'aux seules questions qu'elle pose dans l'ordre des connaissances[...] elle n'est donc pas qu'un processus d'élaboration du vrai, relevant de l'épistémologie, elle est aussi un processus conflictuel, qui relève non seulement de la sociologie des sciences, mais d'une sociologie des conflits. » (p. 11). À ce titre, l'ambition cartographique, devant l'ampleur des corpus mobilisés, se doit de découper la tâche en paliers méthodologiques successifs. Le présent travail répond donc à une exigence de mise en ordre exploratoire, appelée à être approfondie et interrogée par l'analyse des autres secteurs.

1. Parcours d'une controverse

S'agissant du traitement de la polémique à propos de l'école, les revues *Esprit* et *Le Débat* se distinguent nettement. *Le Débat* consacre son numéro de septembre 1984 à la discussion des thèses de Jean-Claude Milner, sous le titre « La nouvelle querelle de l'école ». La livraison s'ouvre par un entretien entre Jacques Revel et Jean-Claude Milner, auteur de *De l'école*, essai considéré à juste titre comme ayant déclenché le débat spécifique sur les questions scolaires en France. L'ouvrage dénonce les réformes de l'école visant son adaptation aux exigences de la démocratisation, comme une entreprise de destitution de l'école républicaine, menée conjointement par l'administration, les syndicats et les chrétiens démocrates, qu'il tient pour être à l'origine de l'idéologie pédagogique réformatrice, en référence à la notion de communauté éducative. Au cours de l'entretien, Jacques Revel tend à situer la discussion sur le plan épistémologique des faits et preuves. Il critique l'objet école comme n'étant pas le commun dénominateur du primaire, du collège, du lycée et de l'université. Chacun de ces niveaux ayant, selon lui, des temporalités et modes d'entrée en crise spécifiques. Viennent en écho des contributions d'auteurs qui contestent l'argumentation de Jean-Claude Milner, chacune sous un angle différent : épistémologique pour Jean-Claude Passeron, historique pour Anne-Marie Chartier, sociologique pour Christian Baudelot et Roger Establet, Antoine Prost répliquant pour sa part à l'article de Philippe Raynaud « *l'esprit démocratique et la crise de l'enseignement* » paru un an plus tôt dans la revue. Ce point est important à souligner dans la mesure où cet article est à notre connaissance, le premier dans la période à utiliser en titre le terme de crise. Par ailleurs, son auteur, très prolixe sur les questions éducatives, a la particularité de s'exprimer également dans la revue *Esprit*. Cette dernière s'était signalée en décembre 1982 en publiant un numéro spécial intitulé « *enseigner quand même* », dont l'éditorial contient en germe nombre d'orientations qui seront développées au cours de la décennie. Ce long éditorial⁴, signé par Guy Coq et Paul Thibaud, comporte notamment un extrait de *La crise de la culture* d'Hannah Arendt qui deviendra par la suite la référence incontournable de tous les discours sur la crise de l'école. Quant aux contributeurs du numéro, ils sont plutôt majoritairement du côté des « réformateurs » : les tenants de la pédagogie institutionnelle y trouvent une place de choix, ainsi que certains représentants des sciences de l'éducation. Globalement, la tonalité est prudemment favorable aux évolutions en cours, impulsées par Alain Savary, tout en

³ Jacomino, B. (2010) La controverse française sur l'école : essai de cartographie. *Le Philosophoire*, 33, p.66.

⁴ Le fait est à signaler dans la mesure où généralement ces derniers sont très courts.

pointant certaines limites. L'influence du syndicat SGEN-CFDT est elle aussi sensible puisqu'un de ses secrétaires nationaux s'y exprime *es qualité*. Une place particulière est faite à des enseignants « de base », engagés dans la rénovation pédagogique, ceci en cohérence avec les orientations ministérielles visant à favoriser les initiatives décentralisées au niveau des établissements. Parmi les 31 contributeurs on trouve : 13 professeurs du secondaire, 10 universitaires ou chercheurs, 4 enseignants en centre de formation d'enseignants, 2 sociologues formateurs, 1 syndicaliste, 1 instituteur retraité.

Par rapport au livre de Jean-Claude Milner, la revue *Esprit* publiera dans son numéro 7-8 de 1984, trois points de vue des chroniqueurs attirés des questions scolaires : Guy Coq, Philippe Raynaud, Paul Thibaud. Le premier critique l'ouvrage sur beaucoup de ses aspects, ne lui reconnaissant que le mérite de la dénonciation de la vulgate marxiste sur l'école. Philippe Raynaud le trouve, pour sa part, « brillant et rigoureux », tandis que Paul Thibaud, tout en lui reconnaissant beaucoup de vertus, en dénonce la forme outrageusement polémique et caricaturale. On peut donc lire dans cette revue un certain nombre de contradictions entre d'une part l'éditorial de 1982, qui déjà contient le thème d'une école institution régulatrice et rempart contre les évolutions sociales du consumérisme et de l'individualisme et, d'autre part, le contenu « réformateur » des contributions, lesquelles, à leur tour contrastent avec l'accueil plutôt favorable fait, deux ans plus tard, aux propositions de Milner.

Que peut-on dire de la polémique suscitée par la publication de *De l'école ?* Elle médiatise une inquiétude ouverte par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et de ses possibles conséquences en matière de réforme. D'un côté, le rapport Legrand sur le collège propose une transformation radicale de ce dernier en considérant « qu'une société démocratique ne saurait continuer à trier les adolescents sur la base de critères intellectuels qui sont fondamentalement des critères sociaux. L'enseignement secondaire traditionnel est un enseignement de classe, même s'il est aussi un enseignement de classe moyenne »⁵. De l'autre côté, cet enseignement secondaire : « assume les fonctions de synthèse, de confrontation des disciplines, de définition de l'identité culturelle nationale »⁶ Pour Legrand, « sélectionner de façon précoce c'est massacrer des capacités et priver la nation de forces vives »⁷. Pour Coq et Thibaud le système scolaire « ne peut que complexifier et rationaliser la sélection méritocratique »⁸

Ces orientations antagonistes sont à l'évidence déjà inscrites dans la conjoncture politique, la publication de Jean-Claude Milner offre une portée médiatique au refus des transformations possibles de l'enseignement secondaire. L'arrivée de la gauche au pouvoir et les orientations ministérielles d'Alain Savary avaient déjà provoqué des mouvements d'inquiétude des milieux académiques, comme par exemple la création de l'association *Qualité de la science française* en 1982, présidée par Laurent Schwartz, par ailleurs auteur un an plus tôt d'un rapport sur l'enseignement et le développement scientifique. L'auteur, qui constatait déjà l'échec du collège unique du point de vue de la formation culturelle des élèves jusqu'à 16 ans, était déjà abondamment mobilisé dans l'argumentaire de Philippe Raynaud en 1983⁹. Ce rapport qui s'oppose en tout point à celui de Louis Legrand montre les lignes de fracture à l'œuvre concernant l'analyse du système scolaire. Du point de vue disciplinaire, la place de la philosophie et de son enseignement se trouve au centre de débats qui donnent lieu au colloque de Sèvres en mars 1984, au titre explicite *École et philosophie même combat*. Autre indicateur de l'effervescence des milieux intellectuels sur les questions

⁵ Legrand, L.(1982). Un collège pour demain. *Esprit*, n°11-12, p.117.

⁶ Coq, G., & Thibaud, P. (1982). Enseigner quand même. *Esprit*, n°11-12, p.14.

⁷ Legrand, L., *Art.cit.*

⁸ Coq, G., & Thibaud, P., *Art.cit.*

⁹ Raynaud, P. (1983). L'esprit démocratique et la crise de l'enseignement. *Le Débat*, n° 26, pp.113-123.

de l'école, le colloque « *Enjeux scolaires, enjeux sociaux* » organisé la même année par le cercle « École et société », regroupant les revues : *Esprit*, *Intervention*, *Politique d'aujourd'hui*, *Projet*, *Raison présente* et l'Université de Paris III.

Dans un autre domaine, la création en 1984 du syndicat Force Ouvrière dans l'enseignement, en scission de la FEN, avec pour orientation la défense de l'existant en termes de structures scolaires et de statut des enseignants, atteste de la cristallisation d'un courant de défense corporatiste émergeant dans l'enseignement secondaire.

La querelle telle qu'elle apparaît dans les médias, radicalise donc les lignes de fracture qui se font jour dans le compromis républicain sur l'école qui structure le jeu des forces politiques depuis la Libération.

2. La loi de 1989 ou l'apaisement relatif

L'alternance politique de mars, 1986 à mai 1988, va susciter d'importants mouvements sociaux. Tout d'abord contre une réforme de l'université qui veut remettre en cause la loi Savary sur le supérieur et instaurer une sélection à l'entrée de l'université. Ensuite en 1987, dans le premier degré, un important mouvement d'opposition à la création d'un statut de maître-directeur dans les écoles. Ces deux projets des ministres Alain Devaquet et René Monory échoueront. Dans cette période, la revue *Le Débat* ne livre aucun article sur les questions éducatives, tandis qu'*Esprit* rend compte du mouvement contre la loi Devaquet en développant l'idée qu'il s'agit d'un « mai 1968 à l'envers. », au sens où les revendications étudiantes ne renvoient pas à des utopies libératrices mais à des soucis concrets d'accès aux formations et de conditions matérielles d'étude. La réélection de François Mitterrand et le ministère de Lionel Jospin de 1988 à 1992 (le plus long des trente dernières années) vont permettre un apaisement relatif des polémiques. La loi d'orientation de 1989 fera l'objet d'un consensus relatif entre le gouvernement et les forces syndicales, malgré l'opposition du SNES au sein de la FEN. Le conseil économique et social émet un avis favorable au projet, approuvé par 147 voix contre 8, ce qui explique pourquoi la loi ne donnera lieu qu'à des débats « dépourvus de passion »¹⁰. Entre 1986 et 1990, *Le Débat* ne publie que deux articles concernant les questions d'éducation. *Esprit* consacre en revanche un éditorial en 1989 intitulé « la barrière et le niveau », en référence à l'ouvrage *Le niveau monte* des sociologues Christian Baudelot et Roger Establet. La rédaction de la revue souligne à cette occasion, l'importance des réformes en cours : refonte des programmes avec la commission Bourdieu et revalorisation des enseignants du premier degré. Il insiste essentiellement sur les difficultés générées par les objectifs -contradictoires dans un système scolaire unifié- de baisser les exigences pour conduire 80% d'une classe d'âge au bac, tout en continuant d'élever le niveau de l'élite scolaire.

Dans les évolutions des points de vue sur le système scolaire, nous pouvons observer la stabilisation des orientations suggérées en 1982-1983 dans la publication par Paul Thibaud et Philippe Raynaud, sous les auspices de la Fondation Saint Simon, de l'ouvrage la *Fin de l'école républicaine*¹¹. Contrairement à ce que pourrait suggérer le titre, les auteurs ne déplorent pas cette fin, ils saluent au contraire les adaptations en cours à la diversification des cursus à l'intérieur du système, l'apprentissage vient d'être remis à l'honneur dans une déclaration d'Edith Cresson premier ministre. Ils appellent de leurs vœux l'ouverture vers les entreprises et l'apprentissage qui permettrait selon eux de « revaloriser » l'enseignement professionnel afin de ne pas en faire une simple filière de relégation par l'échec. La fin qu'ils constatent est celle de la vision d'une école où toute réforme signifiait d'aller dans le sens

¹⁰ Servent, P. L'avenir de l'éducation nationale devant les députés M. Jospin : "Notre système éducatif a besoin non pas d'une loi qui divise mais d'une loi qui mobilise", *Le Monde* du 9 juin 1989.

¹¹ Thibaud, P., & Raynaud, P.(1990). Paris : Calmann-Lévy.

d'un égalitarisme de façade qui, sous le couvert du compromis de l'après-guerre, aurait conduit les gouvernants successifs de droite et de gauche à toujours repousser la question de la sélection. Ils appellent en conséquence à « réformer la réforme » en n'hésitant plus à rejoindre le modèle allemand où la diversification précoce des voies générale et professionnelle se traduit par la promotion d'une culture ouvrière. Le climat apaisé quant au débat républicains/pédagogues, que les auteurs constatent en introduction, serait selon eux dû à « l'abandon, par le parti socialiste, de l'idée d'une rupture avec le système capitaliste qui entraîne une redéfinition générale des conditions dans lesquelles s'exerce le débat droite/gauche » (Raynaud P. & Thibaud P. 1990, p. 17). Cette position corrobore celle de la revue *Le Débat*, qui a consacré un numéro en 1986 à la question de savoir : *Y-a-t-il encore des idées de gauche ?* contenant entre autre des contributions de Jean-Pierre Chevènement, Paul Thibaud et Luc Ferry.

Sur le front de la querelle c'est la création des IUFM qui va relancer les polémiques sous la forme de la dénonciation de l'emprise des pédagogues. Un premier colloque à la Sorbonne, au titre sans équivoque dénonce la *Main basse sur l'éducation, ou les conséquences désastreuses de la nouvelle formation des maîtres sur les générations futures* (Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement, 1991). Un second en 1992, donne lieu à la publication de l'ouvrage *Quels enseignants pour quelle école ?* introduit par le texte d'Alain Finkelkraut *Le désespoir des professeurs. Le Débat*, exprime dans un éditorial : l'inquiétude devant la « main mise des sciences de l'éducation » et juge la réforme « très mal présentée »¹². Dans *Esprit*, Guy Coq consacre un article « aux impasses de la raison pédagogue » qui sera suivi, quelques numéros plus tard, d'une controverse entre ses positions et celles de Jacky Beillerot.

3. La chute du ministère Allègre et le nouveau consensus sur la crise de l'école

Le ministère de Claude Allègre de juin 1997 à avril 2000 représente un tournant décisif au sens où il va, en trois ans, permettre une convergence des différentes oppositions à sa politique et surtout mettre un terme à la querelle ouverte au début des années 1980. Ainsi que l'analyse Yann Forestier (2007) sa conduite du projet de réforme des lycées, confiée à Philippe Meirieu, amènera à discréditer un rapport, qui avait réussi à construire un fragile consensus, en le traduisant par des mesures n'en respectant ni l'esprit ni l'ambition. Non content de vider le projet des mesures les plus audacieuses, telle que la réforme du service des enseignants intégrant des heures de tutorat et de soutien à côté des heures de cours, Claude Allègre, par une communication agressive, prend les syndicats enseignants de front et finit par « rassembler contre lui une très large coalition de mécontents » (Forestier, 2007, p. 234). À partir de là, le projet, caractérisé de « lycée light », va déclencher un mouvement social dont l'écho médiatique se traduira par une remise au goût du jour des éléments de la querelle républicains contre pédagogues. Mais cette fois la configuration n'est plus la même, au sein du mouvement créé par les comités pour la démission de Claude Allègre. On retrouve tout à la fois les signataires du « *Manifeste pour un lycée démocratique* », lancé par les enseignants du lycée Henri IV, et les enseignants en lutte contre le manque de moyen dans le Gard ou Seine-Saint-Denis. Il est indéniable que la politique de Claude Allègre a permis que s'amalgament des positions d'associations comme « école et république » ou « reconstruire l'école », avec les mouvements et la frange radicale des syndicats qui dénoncent la mondialisation néolibérale de l'école. On trouve dans la déclaration de « reconstruire l'école » l'argumentaire suivant : « La politique libérale trouve en effet dans les « sciences de l'éducation » et ses avatars un parfait auxiliaire pour s'annexer l'institution scolaire à ses fins, et réciproquement les « sciences de l'éducation » et ses avatars trouvent

¹² N° 64, mars-avril 1991.

dans l'application de la politique libérale le moyen d'investir l'institution scolaire et de la transformer au point de s'y rendre indispensables. »¹³

Nous voudrions développer ici la proposition selon laquelle l'administration du ministère par Claude Allègre et sa démission le 25 mars 2000 constituent un événement au sens d'Isabelle Stengers c'est-à-dire qu'il « *n'a ni représentant privilégié ni portée légitime. La portée de l'événement fait partie de ses suites, du problème posé dans le futur qu'il crée. Sa mesure fait l'objet d'interprétations multiples, mais elle peut aussi bien être donnée par la multiplicité même de ces interprétations* »¹⁴. En effet, ce qui tend à se diffuser, à partir de l'année 2000, c'est l'idée d'une crise spécifique de l'école française produite par la convergence des éléments structurels, liés à la montée de l'individualisme et à la réduction des missions de l'école aux exigences de performance économique, avec des éléments politiques de la mauvaise gestion des réformes des dernières décennies du XX^{ème} siècle¹⁵. On constate à cet égard, un relatif tournant éditorial pour nos deux revues. S'agissant d'*Esprit*, c'est plutôt à un effacement de l'expression sur les questions scolaires que l'on assiste, au profit d'une centration sur l'université. Tandis que pour *Le Débat* on observe au contraire une croissance des articles consacrés au système éducatif. Voir tableau ci-dessous.

	1980-1990	1990-2000	2000-2009
Le Débat	22	47	66
Esprit	81	20	40

Tableau. Nombre d'articles publiés sur le système éducatif

Pour ce dernier l'important devient de donner la parole aux acteurs de terrain confrontés aux réalités quotidiennes de l'école. « C'est de faits vrais que nous avons besoin. Débattons, mais à partir de données indiscutables »¹⁶, phrase de la rédaction, placée en introduction d'une analyse de copies d'élèves de 6^{ème} par une enseignante de lettres. Les préoccupations de la revue se centrent sur la question des programmes, de la défense des humanités et spécifiquement de l'enseignement du français¹⁷. Le ton se fait beaucoup plus alarmiste, l'idée même d'une crise générale du système ne fait plus discussion, il convient même de ne pas se limiter au collège mais d'y inclure l'école primaire.

Le nouveau consensus sur la crise de l'école, dont l'hégémonie se construit progressivement à compter des années 2000 procède donc de l'agrégation de plusieurs facteurs explicatifs qui s'alimentent à plusieurs sources. Une renvoie au processus général de la modernité démocratique qui met en crise les systèmes de transmission fondés sur l'autorité indiscutée de la tradition chargée d'inculquer valeurs et normes aux jeunes générations. Pour l'essentiel Hanna Arendt reste une source d'inspiration inépuisable pour cette argumentation, elle reçoit le renfort de très nombreux psychanalystes, se revendiquant pour la plupart de la pensée de Lacan. Il existe par ailleurs une version plus positive de cette crise de la modernité, dans les travaux de François Dubet. Celui-ci la réfère à celle plus générale de ce qu'il appelle le programme institutionnel (Dubet, 2002) et qui touche toutes les institutions chargées d'éduquer, former et soigner. Ces dernières seraient désormais contraintes de composer avec la démocratie et la diversité des intérêts, qu'aucun retour en arrière ne saurait résoudre. La seconde source, est celle qui consiste à tirer un bilan négatif

¹³ Extraits de l'historique de l'association reconstruire l'école, <http://www.r-lecole.freesurf.fr/Asso/Historique.htm>, consulté le 27/08/2011.

¹⁴ Stengers, I. (1993). *L'invention des sciences modernes*. Paris : La découverte, p. 81.

¹⁵ La création des associations *Sauvez les lettres* en 2000, *SOS éducation* en 2001, est emblématique de ce mouvement d'idées.

¹⁶ Éditorial, n° 128, 2004

¹⁷ Éditorial, n°135, 2005.

de l'unification/massification du collège. À cet endroit il est frappant de constater à quel point, dans le corpus des revues *Esprit* et *Le Débat* les données de la sociologie de l'éducation sont absentes des discussions. Sommairement, deux points de vue s'opposent sur ce bilan. D'un côté ceux qui pensent que l'abolition des filières du collège en 1975 a été conduite de façon naïvement égalitariste, en ne se souciant que de l'égalité d'accès sans réflexion sur les contenus, les méthodes et les différenciations légitimes. De l'autre, ceux qui pensent que l'élévation du niveau moyen d'acquisition est réelle, que malgré l'inflation des diplômes et leur dévalorisation relative ces derniers continuent d'être protecteurs. La troisième source situe les réformes pédagogiques des années 1970, dont les mathématiques modernes et l'approche structurale en linguistique sont les emblèmes, au cœur de l'accélération de la crise. Plus généralement les réformes des programmes dans le second degré, particulièrement d'histoire et de littérature, font l'objet de sévères critiques dans *Le Débat*.

L'illustration la plus achevée de la critique des thèses associées aux réformes pédagogiques figure dans l'ouvrage *Une école contre l'autre* (Kambouchner, 2000) qui entreprend de contrer les fondements des thèses de Philippe Meirieu, érigé pour la circonstance en inspirateur des réformes pédagogiques. Dans sa préface, l'auteur rend d'ailleurs hommage à Claude Allègre pour avoir permis la convergence des oppositions décisive pour tourner la page de cette hégémonie réformatrice. En 2003, l'important colloque organisé sous son égide, en association avec l'Institut National de la Recherche Pédagogique, avancera la notion de *crise de la culture scolaire* qui synthétise les trois dimensions, politique, institutionnelle et générationnelle de l'école. Il est intéressant de constater qu'un colloque organisé la même année par le Conseil National des Programmes intitulé *Repenser l'école obligatoire*, offre un éclairage très sensiblement différent. En premier lieu, une place est faite aux apports de la sociologie à l'analyse du système scolaire, les interventions de Marie Duru-Bellat, Sylvain Broccolichi et Roger Establet problématisent la question des inégalités de réussite à l'école en lien avec l'aggravation des inégalités sociales et le renforcement de la ségrégation urbaine. Quant à Antoine Prost, il revient sur le « ratage » de l'unification du collège en raison de l'imposition du modèle d'enseignement du secondaire à l'ensemble du second cycle, même lorsque celui-ci était issu du primaire supérieur. On voit par là que les auteurs qui soutiennent l'idée que l'absence de réformes institutionnelles et pédagogiques ayant accompagné la « démocratisation », fait peser une menace effective sur la possibilité de doter la majorité des jeunes de 16 ans d'un socle commun de connaissance, trouvent auprès des experts un relatif écho. De quelque côté que l'on s'oriente, il devient donc difficile d'envisager les questions scolaires autrement qu'à travers le prisme de la crise. Il ne reste que François Dubet (2003) pour proposer de sortir de cette idée. L'extinction de la querelle a laissé place à une formulation en termes de crise de la culture scolaire, où, aux arguments d'inspiration Arendtienne des penseurs de la contradiction démocratique, s'ajoutent ceux de la critique radicale du tournant néolibéral¹⁸. Le retournement argumentaire qui s'opère à cette occasion consiste, d'une part à situer l'origine de la crise dans les orientations de la loi 1989, d'autre part à traiter les questions scolaires, dans le cadre banalisé de la nouvelle doctrine du management de l'action publique (Bezes, 2009). C'est-à-dire en tant que crise à la fois, budgétaire (trop de dépenses), d'efficacité des fonctionnements (les objectifs ne sont pas atteints), de possibilité d'utilisation de l'administration (refonte de la ligne hiérarchique), du service aux usagers (libre choix des établissements). Peut-être est-ce là le véritable signe de la perte de spécificité dont jouissaient les questions scolaires en France.

¹⁸ Voir notamment : Laval, C. (2006) Les deux crises de l'éducation. *La revue du MAUSS*, n° 28. Le numéro s'intitule « Penser la crise de l'école ».

Bibliographie

- Association pour la qualité de l'enseignement et des concours de recrutement. (1991). *Main basse sur l'éducation ou Les conséquences désastreuses sur les générations futures de la nouvelle formation des maîtres : actes du colloque tenu en Sorbonne le 13 avril 1991*. Paris: Éd. universitaires.
- Bezes, P. (2009) *Réinventer l'État*. Paris : P.U.F.
- Coq, G. & Thibaud, P. (1982). Enseigner quand même. *Esprit*, n°11-12.
- Dubet, F. (2002). *Le déclin de l'institution*. Paris : Le Seuil.
- Dubet, F. (2003). Éducation : pour sortir de l'idée de crise. *Éducation et Sociétés*, n°11, pp. 47-66.
- Duval, J., Gaubert, C., Lebaron, F., Marchetti, D. & Pavis, F. (1998). *Le « décembre » des intellectuels français*. Paris: Liber-Raisons d'agir (Diffusion Seuil).
- Forestier, Y. (2007). Remettre l'éducation à la une des journaux. Bilan des années Allègre (1997-2000). *Vingtième siècle*, n° 94, pp.231-242.
- Garnier, B. (2011). *Figures de l'égalité*. Louvain La Neuve : Bruylant-Academia.
- Giol, F. (2009). *Lectures contemporaines de la crise de l'éducation*. Paris: Harmattan.
- Jacomino, B. (2010). La controverse française sur l'école : essai de cartographie. *Le Philosophoire*, 33.
- Jacquet-Francillon, F. & Kambouchner, D. (2005). *La crise de la culture scolaire : origines, interprétations, perspectives*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Kambouchner, D. (2000). *Une école contre l'autre*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Laval, C. (2006). Les deux crises de l'éducation. *La revue du MAUSS*, n° 28.
- Legrand, L. (1982) Un collège pour demain. *Esprit*, n°11-12.
- Milner, J.-C. (1984). *De l'école*. Paris: Seuil.
- Prost, A. (1985). *Éloge des pédagogues*. Paris: Seuil.
- Prost, A. & al. (2004). *Repenser l'école obligatoire*. Paris : SCEREN-CNDP; Albin Michel.
- Raynaud, P. (1983). L'esprit démocratique et la crise de l'enseignement. *Le Débat*, n° 26, pp.113-123.
- Raynaud, P., & Thibaud, P. (1990). *La fin de l'école républicaine*. Paris : Calmann-Lévy.
- Schmoll, P. (2008). *Matières à controverses*. Strasbourg : Néothèque.
- Stengers, I. (1993). *L'invention des sciences modernes*. Paris : La découverte.

Ressources électroniques :

- Chantier « l'école et ses critiques » Institut de recherche de la FSU, <http://institut.fsu.fr/Problematique.html>, consulté le 27/08/2011
- Historique de l'association reconstruire l'école, <http://www.r-lecole.freemove.fr/Asso/Historique.htm>, consulté le 27/08/2011.